

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

FICHE DE CONFORMITÉ NORMATIVE ET D'APPRÉCIATION TECHNIQUE

Code géographique

05032

RURAL

Municipalité ou organisme, désignation

Paspébiac , V

No de dossier MAMR

500448

Titre du projet

VOLET 1.1

Ordre de priorité du projet pour le requérant

01

Infrastructures d'aqueduc et d'égout - Rang Duret

Catégorie d'infrastructures

Distribution d'eau potable et collecte des eaux usées

Catégorie de travaux

Construction - extension ou agrandissement

\$ du projet à la demande

1 094 485 \$

\$ admissible du projet

0 \$

Date du début des travaux

2002-07-01

Date de la fin des travaux

2003-09-30

Date de réception de la demande au MAMR

2002-04-12

DATE DE LA DEMANDE ET DES TRAVAUX

Demande reçue avant le 31 décembre 2004 ou le 31 décembre 2005 uniquement pour les projets de mises aux normes en eau potable ou d'assainissement des eaux usées

X

Travaux entrepris après la date de réception au MAMR de la demande d'aide financière ou de la résolution de transfert de la demande à partir d'un autre programme

X

Travaux complétés avant le 31 mars 2008

X

CLIENTÈLE

Municipalité, cité, ville, village, paroisse, canton, cantons-unis, village nordique, territoire non organisé, municipalité régionale de comté (MRC), communauté métropolitaine, régie intermunicipale, corporation ou organisme dont une corporation municipale nomme la majorité des membres ou contribue à plus de la moitié du financement, ou les regroupements de tels municipalités, corporations ou organismes

X

Organisme public ou parapublic, organisme du secteur privé ou organisme à but non lucratif (OBNL) (2.1)

INFRASTRUCTURES ADMISSIBLES

Infrastructures d'aqueduc : infrastructures de captage, d'alimentation, d'emmagasiner, de traitement et de distribution de l'eau à des fins de consommation et de protection contre les incendies

X

Infrastructures d'égout : infrastructures d'évacuation, de collecte d'interception et de traitement des eaux usées incluant les eaux pluviales

X

Routes, rues et trottoirs dont la réfection est associée à la réfection d'infrastructures d'aqueduc ou d'égout admissibles à l'aide financière

Outils de gestion des infrastructures (1.1,1.2)

Infrastructures, équipements ou bâtiments ayant des incidences urbaines ou régionales (2.1)

Bâtiments de services administratifs, techniques ou de sécurité publique, systèmes de communication et de transport de données pour des municipalités regroupées en 2001 ou en 2002 (2.2)

TRAVAUX ADMISSIBLES

Réfection, réhabilitation ou remplacement d'infrastructures

Agrandissement ou construction d'infrastructures

Inventaire et diagnostic des réseaux d'aqueduc et d'égout et réalisation d'un plan d'intervention pour les municipalités regroupées en 2001 ou en 2002

X

Recherche d'eau souterraine

LOCALISATION DES TRAVAUX

Travaux réalisés à l'intérieur d'une zone déjà construite du périmètre d'urbanisation (1.1,1.2)

Travaux pour secteurs déjà construits hors périmètre d'urbanisation (alimentation en eau ou traitement de l'eau potable, interception ou traitement des eaux usées, remplacement de conduites d'aqueduc ou d'égout, infrastructures requises pour des raisons de santé publique ou de salubrité)

Travaux réalisés à l'extérieur des zones inondables

X

Travaux réalisés à l'intérieur d'une zone inondable avec dérogation donnée par les autorités gouvernementales compétentes en la matière

Travaux réalisés à l'extérieur des zones à risque

X

LE PROJET EST REFUSÉ POUR LES RAISONS DE LA PAGE SUIVANTE:

LE PROJET EST REFUSÉ POUR LES RAISONS SUIVANTES:

Demande reçue après le 31 décembre 2004 ou le 31 décembre 2005 uniquement pour les projets de mises aux normes en eau potable ou d'assainissement des eaux usées

Travaux entrepris avant la date de réception au MAMR de la demande d'aide financière ou de la résolution de transfert de la demande à partir d'un autre programme

Travaux complétés après le 31 mars 2008

Clientèle non admissible

Infrastructures non admissibles

Travaux non admissibles

Travaux usuels d'entretien ou liés à l'exploitation

Travaux situés à l'extérieur d'une zone déjà construite du périmètre d'urbanisation et qui ne sont pas parmi les cas d'exception permis hors du périmètre d'urbanisation

Travaux contribuant à l'étalement urbain (1.1,1.2)

Travaux réalisés à l'intérieur d'une zone inondable sans dérogation

Travaux réalisés à l'intérieur d'une zone à risque

Les coûts ou les travaux font l'objet d'une aide financière d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec (1.1,1.2)

Les services ou les travaux sont assurés par le personnel régulier de la municipalité ou de l'organisme

Autres (préciser) :

ADMISSIBILITÉ PAR DÉROGATION AUX RÈGLES ET NORMES DU PROGRAMME

CT no

du

Nature de la dérogation:

COMMENTAIRE:

Les travaux de prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout dans le rang Duret sont situés à l'extérieur du périmètre d'urbanisation.

APPRECIATION TECHNIQUE DU PROJET

INFRASTRUCTURES DE CAPTAGE, D'ALIMENTATION, D'EMMAGASINAGE ET DE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE		Sélection du requérant	Sélection du MAMR
Mise aux normes			
Contamination bactériologique			
Durée totale des événements (jours):	0		
Population touchée (pers):	0		
Population desservie (pers):	0		
Contamination physico-chimique			
Nombre de paramètres non conformes (unités):	0		
Problème de désinfection			
Absence d'équipements de contrôle			
Nombre d'équipements manquants (unités):	0		
Réponse aux besoins de la population			
Manque d'eau pour l'alimentation			
Capacité de production mensuelle critique (m3):	0		
Quel(s) mois:			
Population actuelle desservie (pers):	0		
Débit des usagers majeurs (m3/j):	0		
Manque de capacité de l'infrastructure d'alimentation			
Insuffisance de la réserve d'opération			
Désuétude des infrastructures			
Bris fréquents de conduite d'alimentation (>2 bris/km/an)			
Déficience structurale de réservoirs			
Problème avec des équipements désuets			
Amélioration de la qualité de l'eau potable			
Problème d'esthétique			
Nombre de paramètres non conformes (unités):	0		
Durée totale des événements (jours):	0		
Amélioration de la santé, sécurité et salubrité publique			
Insuffisance de la réserve incendie			
Meilleure gestion de l'eau potable			
Problème de gestion			

APPRÉCIATION TECHNIQUE DU PROJET

		Sélection du requérant	Sélection du MAMR
RÉSEAUX D'AQUEDUC (DISTRIBUTION) ET D'ÉGOÛT ET STATION D'ÉPURATION			
Amélioration de la santé, sécurité et salubrité publique			
Contamination bactériologique et de l'environnement		X	X
Durée totale des événements (jours):	1		
Population touchée (pers):	40		
Population de la municipalité (pers):	3508		
RÉSEAUX D'AQUEDUC (DISTRIBUTION)			
Amélioration de la santé, sécurité et salubrité publique			
Contamination bactériologique			
Durée totale des événements (jours):	0		
Population touchée (pers):	0		
Population de la municipalité (pers):	0		
Protection contre l'incendie			
Amélioration de la qualité de l'eau potable			
Contamination physico-chimique		X	
Population touchée (pers):	0		
Population de la municipalité (pers):	0		
Problème d'esthétique		X	X
Paramètres	Concentrations		
Fer	Population touchée (pers):		
			50
Manganèse	Population de la municipalité (pers):		
			3508
Couleur	Nombre de paramètres non conformes (unités):		
			4
Turbidité	Durée totale des événements (jours):		
			1
Réponse aux besoins de la population			
Manque d'eau		X	X
Population touchée (pers):	20		
Population de la municipalité (pers):	3508		
Manque d'eau sectoriel			
Population touchée (pers):	0		
Population desservie (pers):	0		
Problème de fonctionnement			
Insécurité des infrastructures			
Bris fréquents de conduite de distribution (>5 bris/km/an)			
Conduite fragile ou vulnérable au gel			
Rouille, dépôt incrusté ou film bactérien			
Meilleure gestion de l'eau potable			
Problème de gestion			
RÉSEAUX D'ÉGOUT ET STATION D'ÉPURATION			
Amélioration de la santé, sécurité et salubrité publique			
Contamination de l'environnement			
Population touchée (pers):	0		
Population de la municipalité (pers):	0		
Refoulements d'eaux usées (>2 événements en 5 ans)			
Population touchée (pers):	0		
Population desservie (pers):	0		
Débordements d'eaux usées			
Événement observé:	0		
Contrainte de débordement établie par le MENV:	0		
Refoulements pluviaux (pluie de récurrence 5 ans)			
Population touchée (pers):	0		
Population de la municipalité (pers):	0		
Respect des exigences environnementales			X

Désuétude des infrastructures

Déficiência structurale - réseau domestique ou unitaire

Problème de fonctionnement - réseau domestique ou unitaire

X

Problème structural ou de fonctionnement - réseau pluvial

Meilleure gestion des eaux usées

Problème de gestion

NIVEAU DE PRIORITÉ:**CONTEXTE:**

Appréciation préliminaire (Cote 1 - à valider) : Les résidents du rang Duret sont alimentés en eau par des puits individuels. Ils sont également munis de puisards non conformes à la réglementation actuelle en matière d'évacuation des eaux usées domestiques. Selon les résultats d'une enquête de besoins réalisée en 1985 par le MENV auprès de 28 résidents du secteur (possibilité de 43), 21 % (6/28) des gens interrogés manque d'eau à l'été et durant l'automne. Au total, 46 % (13/28) des puits ont révélé une contamination d'origine fécale. Les puits contaminés bactériologiquement ont une profondeur variant de 11 mètres à 25 mètres. La proximité des marécages dans lesquels s'égouttent les puisards et les fosses septiques pourrait être la cause de la détérioration de la qualité de l'eau de ces puits. Selon les recommandations du MENV, l'augmentation de la profondeur du tubage assurant une meilleure étanchéité pourrait éviter de pomper une eau de moindre qualité. Plusieurs puits présentaient des problèmes esthétiques telle une dureté excessive (16/22), une forte teneur en manganèse (10/22) et la présence de fer en concentration excédant la norme (7/22). Une turbidité élevée, causée principalement par la présence de fer et de manganèse dans l'eau, a été notée dans 4 des puits analysés. Plusieurs résidents se plaignent également de la piètre couleur de l'eau, du mauvais goût de l'eau et de problèmes d'odeurs.

Concernant les eaux usées, la majorité des installations septiques ne sont pas conformes (27/28) au Q2-r8. Selon les recommandations faites à l'époque à l'issue de cette enquête, la municipalité devait s'engager à faire appliquer la réglementation en matière d'évacuation des eaux usées sur son territoire, dans la mesure où la nature du sol et la dimension des terrains permettaient la mise en place d'installations septiques conformes. Selon les informations portées à notre attention, il n'est pas possible de recommander ce projet. Plusieurs questions demeurent sans réponse. Notamment, la municipalité a-t-elle procédé à une enquête permettant de savoir si la nature du sol et la dimension des terrains étaient propices à la mise en place d'installation septiques conformes comme le MENV l'a suggéré ? Les résidents dont les puits sont contaminés ont-ils procédé aux correctifs suggérés ? Il serait également rigoureux de procéder à une nouvelle enquête afin de valider la récurrence de la problématique car l'étude remonte à plus de 15 ans. Enfin, l'échantillon choisi était-il représentatif de l'ensemble de la population ?

RESPECT DES OBJECTIFS DU PROGRAMME
ET DES CRITÈRES D'APPRÉCIATION

	Sélection du requérant	Sélection du MAMR	
		<i>principale</i>	<i>secondaire</i>
VOLET 1.1 et 1.2			
amélioration de la santé, de la sécurité et de la salubrité publique	X	X	
amélioration de la qualité de l'environnement	X		
- amélioration de la qualité de l'eau potable	X		X
- mise aux normes des infrastructures municipales			
- meilleure gestion de l'eau potable et des eaux usées			
réponse aux besoins de la population en matière d'eau potable	X		X
désuétude des infrastructures			
soutien de la croissance économique			
soutien au regroupement			
incitation à l'innovation et à l'expérimentation en favorisant l'utilisation de nouvelles technologies, de meilleures pratiques et de nouvelles approches			
VOLET 1.3			
soutien à l'économie dans une municipalité ou une région			
maintien ou création d'emplois permanents ou saisonniers			
COMMENTAIRES:			

INDICATEURS DU PROJET

Indicateurs	Cible et unité de mesure	Valeur avant les travaux	Date de la mesure	Valeur après les travaux	Date de la mesure	Cible atteinte en fin de projet
-------------	-----------------------------	-----------------------------	----------------------	-----------------------------	----------------------	------------------------------------

COMMENTAIRES:

Fiche produite par
Sylvain Paquet
AB 2005-11-07

Produit par: Simon Bélanger, ing.

Révisé par: Yvan Dumont, ing.

Autorisé par: Jean-Pierre Beaumont, ing.
Directeur du SPSI-Qc

Date 2002-04-18

OBJET : Ville de Paspébiac - Mise aux normes des installations d'eau potable, travaux correctifs sur le réseau de distribution et prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout dans le rang Duret
N° dossiers : 401209, 500448, 500801

DATE : Le 4 novembre 2002

ÉTAT DE LA QUESTION

Le 23 septembre 2002, le maire de Paspébiac, monsieur Régent Bastien, sollicitait une rencontre afin de vous sensibiliser à ses différents projets d'infrastructures.

Le 25 septembre 2001, une demande d'aide financière a été déposée au sous-volet 1.2 de TICQ 2000 pour la mise aux normes des installations d'eau potable au coût de 1,55 M\$. Le 25 mai 2002, ces travaux ont fait l'objet d'une aide financière de 736 036 \$ s'appliquant à un coût maximal admissible de 1,47 M\$ (dossier 401209). Par ailleurs, des travaux correctifs sur le réseau d'aqueduc (ajout d'un surpresseur, remplacement de conduites, bouclage, réducteur de pression) au coût de 580 000 \$ ont été proposés afin d'améliorer le fonctionnement du réseau et de solutionner des problèmes de pression. Enfin, le projet incluait le prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout dans le rang Duret (secteur hors périmètre) au coût de 1,1 M\$.

En ce qui a trait aux travaux correctifs prévus sur le réseau d'aqueduc et au prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout dans le rang Duret, ces travaux ont été analysés au sous-volet 1.1 de TICQ 2000. Compte tenu que les travaux prévus hors du périmètre d'urbanisation (rang Duret) n'étaient pas admissibles dans TICQ 2000, ces travaux ont été transférés au sous-volet 1.1 du PQM et scindés en deux projets distincts (dossiers 500448 et 500801).

COMMENTAIRES

La Ville de Paspébiac est ciblée par le MENV pour se conformer au nouveau RQEP (un des 199 cas). Une partie du projet de mise aux normes a été retenue dans le programme d'Infrastructures-Québec (recherche d'eau, puits, pompes submersibles) alors que les autres travaux (réservoir, pompes de distribution, poste de chloration) ont été analysés, retenus et promis au sous-volet 1.2 de TICQ 2000.

En ce qui a trait aux travaux correctifs prévus sur le réseau d'aqueduc (priorité 3), ils ont été jugés moins prioritaires que les travaux de mise aux normes (priorité 1). Les secteurs problématiques au niveau de la pression de service sont la 7^e avenue, le trait carré Hort, la 3^e avenue et la rue Huard. Pour améliorer la situation, le consultant propose des travaux de bouclage, le grossissement de certaines conduites et la mise en place d'un surpresseur. Ce projet moins prioritaire n'a pas été retenu.

Quant aux 43 résidents du rang Duret, ils sont alimentés en eau par des puits individuels. Ils sont également munis d'installations septiques non conformes (puisards). Selon les résultats d'une enquête de besoins réalisée en 1985 par le MENV auprès de 28 résidents du secteur (possibilité de 43), 21 % (6/28) des gens interrogés manquaient d'eau en été et durant l'automne. Au total, 46 % (13/28) des puits ont révélé une contamination d'origine fécale. Les puits contaminés bactériologiquement ont une profondeur variant de 11 mètres à 25 mètres. La proximité des marécages dans lesquels s'égouttent les puisards et les fosses septiques pourrait être la cause de la détérioration de la qualité de l'eau de ces puits. Plusieurs puits présentaient des problèmes d'esthétique de leur eau telle une dureté excessive (16/22), une forte teneur en manganèse (10/22) et la présence de fer en


concentration excédant la norme (7.22). Une turbidité élevée, causée principalement par la présence de fer et de manganèse dans l'eau, a été notée dans 4 des puits analysés. Plusieurs résidents se plaignent également de la piètre couleur de l'eau, du mauvais goût de l'eau et de problèmes d'odeurs. Concernant les eaux usées, la majorité des installations septiques ne sont pas conformes (27.28) au Q2-r8.


Selon les recommandations du MENV à l'époque, l'augmentation de la profondeur du tubage pourrait assurer une meilleure étanchéité de l'installation de captage et éviter de pomper une eau de moindre qualité. De plus, la municipalité devait s'engager à faire appliquer sur son territoire la réglementation en matière d'évacuation des eaux usées, dans la mesure où la nature du sol et la dimension des terrains permettaient la mise en place d'installations septiques conformes. En conséquence, le projet de prolonger les réseaux d'aqueduc et d'égout dans le rang Duret n'a pas été retenu.


CONCLUSION


Les informations disponibles actuellement ne permettent pas de recommander le projet de prolongement des réseaux d'aqueduc et d'égout dans le rang Duret. Comme ces informations remontent déjà à plus de 15 ans, il serait pertinent pour pouvoir se prononcer sur ce projet de procéder à une nouvelle enquête afin de valider la problématique.

Préparée par :


Sylvain Paquet ing. M. Sc. Analyste


Yvan Dumont, ing., chef d'équipe ingénierie
Service des programmes d'infrastructures -
Québec


André Ouellette, directeur par intérim
Service des programmes d'infrastructures -
Québec


pour Michel Guimont, directeur des infrastructures

Denys Jean, sous-ministre adjoint aux opérations

Jean Pronovost, sous-ministre



Jean-Pierre Beaumont

2006-07-04 11:28

Pour : Vincent Lehouillier [REDACTED]
cc : Simon Bélanger [REDACTED]
Objet : Réf. : Paspébiac (rang Duret) -- 500448

Affaires municipales
et Régions

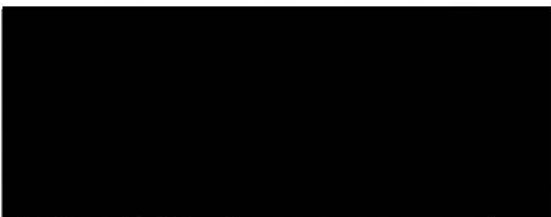
Québec 

Bonjour,

Dans la situation actuelle de ce dossier, celui-ci doit être considéré non admissible au PIQM. En effet, pour construire de nouvelles installations d'eau potable et d'eaux usées à l'extérieur du périmètre d'urbanisation, il faut démontrer qu'il y a un problème de santé publique et de salubrité important. Les informations minimales demandées pour justifier la solution collective ne sont pas très coûteuses (environ 3 000 \$) par rapport au projet de 1,6 M\$. Si plus de la moitié des 44 résidences présentent des problèmes de contamination, soit 23 résidences et plus, alors la démonstration sera faite et le projet pourra être admissible au PIQM. Aucun résultat d'analyse des puits individuels n'a été fourni depuis 1985. Idéalement, chaque résident devrait obtenir un résultat d'analyse de l'eau de son puits à chaque année de façon à s'assurer que celle-ci est sécuritaire.

Peut-on suggérer au maire de profiter de l'été pour fournir les informations minimales demandées ? Jusqu'à présent la municipalité n'a pas fait de démonstration sérieuse du problème.

Jean-Pierre Beaumont, ing., directeur
Service des programmes et du suivi des infrastructures-Québec
Direction des infrastructures
Ministère des Affaires municipales et des Régions




----- Réacheminé par Jean-Pierre Beaumont [REDACTED] le 2006-07-04 11:15 -----



Simon Bélanger

2006-07-04 11:12

Pour : Jean-Pierre Beaumont [REDACTED]
cc :
Objet : Réf. : Paspébiac (rang Duret) -- 500448 

Affaires municipales
et Régions

Québec 

Jean-Pierre,

Voici l'état de situation pour le projet du rang Duret.

Mise en contexte

Le rang Duret se situe à l'extérieur du périmètre d'urbanisation de la Ville de Paspébiac.

Le projet de mise en place de conduites d'aqueduc et de collecte des eaux usées vise à desservir 44 résidences. L'estimation des coûts a été révisée en décembre 2005 et ces coûts totalisent 1,6 M\$.

La problématique d'approvisionnement en eau potable par les puits privés et les problèmes de disposition des eaux usées sont décrits principalement par un rapport de visite du MDDEP qui date de 1985 (il n'y a pas eu d'autres analyses de l'eau des puits depuis 1985) et par les informations obtenues d'un sondage (questionnaire d'entrevue) effectué auprès de 37 usagers à l'hiver 2006 (il n'y a pas eu de validation des informations sur le terrain).

Un rapport technique complémentaire du Consultant en date de mars 2006 indique que la mise en place d'installations septiques pour résidences isolées est possible et que cette solution est globalement plus économique. Les coûts totaux d'immobilisation sont de 382 560 \$ pour les installations isolées et la solution en réseau est évaluée à 778 760 \$. De plus, en considérant les coûts d'entretien, les coûts sont de 1 265 \$/usager/an pour les installations isolées et de 1 640 \$/usager/an pour la solution en réseau.

Pour l'eau potable, le rapport de 1985 mentionne des problèmes de contamination bactériologique. Il est probable que plusieurs problèmes de contamination bactériologique des puits pourraient être corrigés par des installations septiques adéquates. Plusieurs cas de contamination pourraient également être réglés par des installations de traitement d'eau potable privées. Notons par ailleurs que le questionnaire d'entrevue de l'hiver 2006 ne rapporte pas de problème de contamination bactériologique de l'eau des puits.

Selon les informations disponibles, il s'avère que la solution "cas par cas" pour chaque propriété serait globalement plus économique que la mise en place de réseaux.

Plusieurs problèmes concernant l'eau potable relèvent de paramètres d'ordre esthétique (dureté, couleur, fer, manganèse) qui ne sont pas réglementés par le RQEP et les informations qui nous sont fournies ne permettent pas de faire un lien entre ces paramètres et l'impact sur la santé. De plus, le manque d'analyses ne permet pas de valider les informations; par exemple : les problèmes avec le fer et le manganèse semblaient nombreux en 1985, par contre, un seul résident a mentionné un problème avec le fer en 2006.

Solutions collectives

Selon les règles et normes du PIQM, il est nécessaire de démontrer des raisons de santé publique ou de salubrité pour justifier la mise en place d'infrastructures d'aqueduc et d'égout à l'extérieur du périmètre d'urbanisation. Les informations fournies par la Ville ne permettent pas de faire cette démonstration. La Ville doit nous fournir les informations minimales suivantes dans le but de montrer que des problèmes de santé publique ou de salubrité affectent la majorité des propriétés concernées par le projet :

- o eaux usées : fournir la photo de chacune des résurgences d'égouts indiquées au rapport d'entrevue de 2006;
- o eau potable : fournir les résultats d'analyses d'eau du puits de chaque propriété à l'état actuel en 2006, indiquant les concentrations des coliformes totaux, des coliformes fécaux ainsi que des contaminants problématiques. Fournir une photo de la tête du puits à chaque propriété. Indiquer la distance entre le puits et l'installation septique.

Notons que la solution proposée pour la collecte des eaux usées en réseau comporte une lacune parce qu'un avis d'infraction a été émis par le MDDEP le 15 septembre 2005 à l'endroit du poste de pompage de la 9e rue sud. Cette situation devra être corrigée par la Ville.

Les coûts de mise en place d'une conduite de distribution d'eau potable seule (sans conduite de collecte des eaux usées) n'ont pas été évalués par le Consultant. De façon préliminaire, nous croyons que ces coûts pourraient être de l'ordre de 1 M\$. Par ailleurs, notre correspondant à la Direction régionale du MDDEP dit que le MDDEP accepte la construction d'une conduite de distribution d'eau potable sans obliger la mise en place d'une conduite de collecte des eaux usées, sous réserve qu'il soit vérifié que la mise en place d'installations septiques conformes au Règlement Q-2,r.8 soit réalisable.

Espérant le tout à votre convenance,

Simon Bélanger, ing.
Direction des infrastructures



Jean-Pierre Beaumont



Affaires municipales
et Régions

Québec

Jean-Pierre Beaumont

2006-06-28 13:16

Pour : Simon Bélanger, [redacted] Yvan Dumont, [redacted]

cc : Jacques A. Tremblay, [redacted]

Objet : Paspébiac (rang Duret) -- 500448

Bonjour,

La ministre a rencontré le maire de Paspébiac. Ce dernier a rejeté catégoriquement toute solution individuelle. Le cabinet nous demande d'envisager une solution collective, quitte à proposer des ajustements à la solution proposée par la municipalité (ex. si le dernier usager est situé à 500 m du précédent, les coûts pour desservir cet usager deviennent exorbitants).

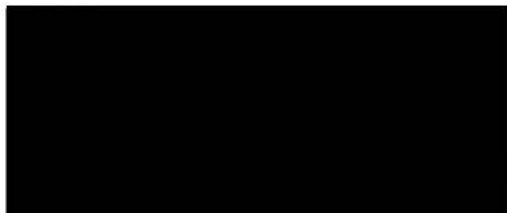
L'estimation de 1,1 M\$ du coût des travaux présentés date de 2002. Une forte augmentation est à prévoir. Y a-t-il toujours 50 personnes à desservir ?

S.V.P. me revenir avec un courriel faisant le point sur la situation et suggérant une approche possible (ex. : fournir le service d'eau potable seulement et le coût approximatif correspondant). Est-ce qu'un service partiel (eau potable seulement) pourrait être accepté par le MDDEP ?

Si possible, un aperçu préliminaire pour mercredi prochain, le 5 juillet 2006 avant 10 h 00.

Merci.

Jean-Pierre Beaumont, ing., directeur
Service des programmes et du suivi des infrastructures-Québec
Direction des infrastructures
Ministère des Affaires municipales et des Régions




AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.
Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.
Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.

 **Simon Bélanger**
2006-07-14 08:10

Pour : Yvan Dumont [REDACTED]
cc :
Objet : Réf. : Paspébiac (rang Duret) – 500448

Affaires municipales
et Régions
Québec 

Yvan,

J'ai communiqué avec le Consultant (Michel Porlier de ROCHE) pour expliquer notre demande d'informations minimales. J'ai répondu à ses questions et il m'a dit qu'un plan de travail pour recueillir ces informations sera transmis à la Ville aujourd'hui.

Je te fais suivre l'ensemble de la correspondance qui s'est effectuée par courriel à ce sujet, dans la semaine du 4 juillet, à la demande de Jean-Pierre Beaumont.

Simon Bélanger, ing.
Direction des infrastructures
[REDACTED]

----- Réacheminé par Simon Bélanger [REDACTED] le 2006-07-14 08:04 -----



Jean-Pierre Beaumont
2006-07-04 11:28

Pour : Vincent Lehouillie [REDACTED]
cc : Simon Bélanger [REDACTED]
Objet : Réf. : Paspébiac (rang Duret) – 500448

Affaires municipales
et Régions
Québec 

Bonjour,

Dans la situation actuelle de ce dossier, celui-ci doit être considéré non admissible au PIQM. En effet, pour construire de nouvelles installations d'eau potable et d'eaux usées à l'extérieur du périmètre d'urbanisation, il faut démontrer qu'il y a un problème de santé publique et de salubrité important. Les informations minimales demandées pour justifier la solution collective ne sont pas très coûteuses (environ 3 000 \$) par rapport au projet de 1,6 M\$. Si plus de la moitié des 44 résidences présentent des problèmes de contamination, soit 23 résidences et plus, alors la démonstration sera faite et le projet pourra être admissible au PIQM. Aucun résultat d'analyse des puits individuels n'a été fourni depuis 1985. Idéalement, chaque résident devrait obtenir un résultat d'analyse de l'eau de son puits à chaque année de façon à s'assurer que celle-ci est sécuritaire.


Peut-on suggérer au maire de profiter de l'été pour fournir les informations minimales demandées ? Jusqu'à présent la municipalité n'a pas fait de démonstration sérieuse du problème.


Jean-Pierre Beaumont, ing., directeur
Service des programmes et du suivi des infrastructures-Québec
Direction des infrastructures

Ministère des Affaires municipales et des Régions



----- Réacheminé par Jean-Pierre Beaumont [redacted] le 2006-07-04 11:15 -----

 Simon Bélanger
2006-07-04 11:12

Pour : Jean-Pierre Beaumont [redacted]
cc :
Objet : Réf. : Paspébiac (rang Duret) -- 500448 

Affaires municipales
et Régions
Québec 

Jean-Pierre,

Voici l'état de situation pour le projet du rang Duret.

Mise en contexte

Le rang Duret se situe à l'extérieur du périmètre d'urbanisation de la Ville de Paspébiac.

Le projet de mise en place de conduites d'aqueduc et de collecte des eaux usées vise à desservir 44 résidences. L'estimation des coûts a été révisée en décembre 2005 et ces coûts totalisent 1,6 M\$.

La problématique d'approvisionnement en eau potable par les puits privés et les problèmes de disposition des eaux usées sont décrits principalement par un rapport de visite du MDDEP qui date de 1985 (il n'y a pas eu d'autres analyses de l'eau des puits depuis 1985) et par les informations obtenues d'un sondage (questionnaire d'entrevue) effectué auprès de 37 usagers à l'hiver 2006 (il n'y a pas eu de validation des informations sur le terrain).

Un rapport technique complémentaire du Consultant en date de mars 2006 indique que la mise en place d'installations septiques pour résidences isolées est possible et que cette solution est globalement plus économique. Les coûts totaux d'immobilisation sont de 382 560 \$ pour les installations isolées et la solution en réseau est évaluée à 778 760 \$. De plus, en considérant les coûts d'entretien, les coûts sont de 1 265 \$/usager/an pour les installations isolées et de 1 640 \$/usager/an pour la solution en réseau.

Pour l'eau potable, le rapport de 1985 mentionne des problèmes de contamination bactériologique. Il est probable que plusieurs problèmes de contamination bactériologique des puits pourraient être corrigés par des installations septiques adéquates. Plusieurs cas de contamination pourraient également être réglés par des installations de traitement d'eau potable privées. Notons par ailleurs que le questionnaire d'entrevue de l'hiver 2006 ne rapporte pas de problème de contamination bactériologique de l'eau des puits.

Selon les informations disponibles, il s'avère que la solution "cas par cas" pour chaque propriété serait globalement plus économique que la mise en place de réseaux.

Plusieurs problèmes concernant l'eau potable relèvent de paramètres d'ordre esthétique (dureté, couleur, fer, manganèse) qui ne sont pas réglementés par le RQEP et les informations qui nous sont fournies ne permettent pas de faire un lien entre ces paramètres et l'impact sur la santé. De plus, le manque d'analyses ne permet pas de valider les informations; par exemple : les problèmes avec le fer et le manganèse semblaient nombreux en 1985, par contre, un seul résident a mentionné un problème avec le fer en 2006.

Solutions collectives

Selon les règles et normes du PIQM, il est nécessaire de démontrer des raisons de santé publique ou de salubrité pour justifier la mise en place d'infrastructures d'aqueduc et d'égout à l'extérieur du périmètre d'urbanisation. Les informations fournies par la Ville ne permettent pas de faire cette démonstration. La Ville doit nous fournir les informations minimales suivantes dans le but de montrer que des problèmes de santé publique ou de salubrité affectent la majorité des propriétés concernées par le projet :

- o eaux usées : fournir la photo de chacune des résurgences d'égouts indiquées au rapport d'entrevue de 2006;
- o eau potable : fournir les résultats d'analyses d'eau du puits de chaque propriété à l'état actuel en 2006, indiquant les concentrations des coliformes totaux, des coliformes fécaux ainsi que des contaminants problématiques. Fournir une photo de la tête du puits à chaque propriété. Indiquer la distance entre le puits et l'installation septique.

Notons que la solution proposée pour la collecte des eaux usées en réseau comporte une lacune parce qu'un avis d'infraction a été émis par le MDDEP le 15 septembre 2005 à l'endroit du poste de pompage de la 9e rue sud. Cette situation devra être corrigée par la Ville.

Les coûts de mise en place d'une conduite de distribution d'eau potable seule (sans conduite de collecte des eaux usées) n'ont pas été évalués par le Consultant. De façon préliminaire, nous croyons que ces coûts pourraient être de l'ordre de 1 M\$. Par ailleurs, notre correspondant à la Direction régionale du MDDEP dit que le MDDEP accepte la construction d'une conduite de distribution d'eau potable sans obliger la mise en place d'une conduite de collecte des eaux usées, sous réserve qu'il soit vérifié que la mise en place d'installations septiques conformes au Règlement Q-2,r.8 soit réalisable.

Espérant le tout à votre convenance,

Simon Bélanger, ing.
Direction des infrastructures



Jean-Pierre Beaumont



Jean-Pierre Beaumont

2006-06-28 13:16

Affaires municipales
et Régions
Québec

Pour : Simon Bélanger, Yvan Dumon
cc : Jacques A. Tremblay
Objet : Paspébiac (rang Duret) -- 500448

Bonjour,

La ministre a rencontré le maire de Paspébiac. Ce dernier a rejeté catégoriquement toute solution individuelle. Le cabinet nous demande d'envisager une solution collective, quitte à proposer des

ajustements à la solution proposée par la municipalité (ex. si le dernier usager est situé à 500 m du précédent, les coûts pour desservir cet usager deviennent exorbitants).

L'estimation de 1,1 M\$ du coût des travaux présentés date de 2002. Une forte augmentation est à prévoir. Y a-t-il toujours 50 personnes à desservir ?

S.V.P. me revenir avec un courriel faisant le point sur la situation et suggérant une approche possible (ex. : fournir le service d'eau potable seulement et le coût approximatif correspondant). Est-ce qu'un service partiel (eau potable seulement) pourrait être accepté par le MDDEP ?

Si possible, un aperçu préliminaire pour mercredi prochain, le 5 juillet 2006 avant 10 h 00.

Merci.

Jean-Pierre Beaumont, ing., directeur
Service des programmes et du suivi des infrastructures-Québec
Direction des infrastructures
Ministère des Affaires municipales et des Régions



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.
Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.
Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.
Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.



Simon Bélanger

2006-09-07 14:29

Pour : Jean-Pierre Beaumont/ [REDACTED] Yvan Dumont/ [REDACTED]

cc :

Objet : Réf. : Réf. : Paspébiac (rang Duret) -- 500448 [REDACTED]

Affaires municipales
et Régions

Québec [REDACTED]

Jean-Pierre,
Yvan,

En juillet 2006, des informations minimales ont été demandées à la Ville de Paspébiac afin de justifier, si possible, le projet de mise en place de réseaux d'aqueduc et d'égout domestique dans le rang Duret. Pour votre information, je joins ci-après les courriels qui ont été échangés du 28 juin au 4 juillet dernier pour dresser l'état de situation de ce dossier.

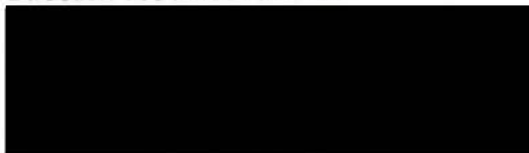
Le 1^{er} septembre, nous avons reçu le rapport de la firme ROCHE ingénieurs-conseils intitulé "Ville de Paspébiac, Relevé des installations d'eau potable / eaux usées autonomes existantes sur le rang Duret", daté de août 2006, qui fournit des informations techniques supplémentaires, notamment les résultats des analyses de l'eau de 32 puits. Les faits contenus dans ce rapport se résument comme suit :

- Eau potable : 14 résidences sur un total de 40 résidences à desservir (8 puits n'ont pas été analysés) sont dotées d'un puits dont l'eau n'est pas conforme au Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP) du Québec. Ce n'est donc pas la majorité des puits de ce secteur qui sont déficients à l'égard des normes du RQEP;
- Eaux usées : Aucune résurgence d'eaux usées n'a été observée.

Notons qu'il y a un problème généralisé avec la dureté de l'eau des puits. La majorité des puits, soit 28 puits sur les 32 cas analysés, ont une dureté totale plus grande que 200 mg/L de CaCO₃ alors que l'on recommande des valeurs moindres que 200 mg/L. La dureté élevée de l'eau des puits dans le rang Duret peut causer des désagréments à cause de l'entartrage dans les canalisations et les équipements de plomberie domestique et aussi en augmentant la consommation de savon. Cependant, il n'y a pas de norme pour ce paramètre dans le RQEP.

En résumé, les informations fournies dans le rapport de août 2006 ne démontrent pas des problématiques pouvant justifier une aide financière dans le cadre du PIQM pour la mise en place des réseaux d'aqueduc et d'égout domestique proposés.

Simon Bélanger, ing.
Direction des infrastructures



Jean-Pierre Beaumont



Jean-Pierre Beaumont

2006-07-04 11:28

Pour : Vincent Lehouillier/ [REDACTED]

cc : Simon Bélanger/ [REDACTED]

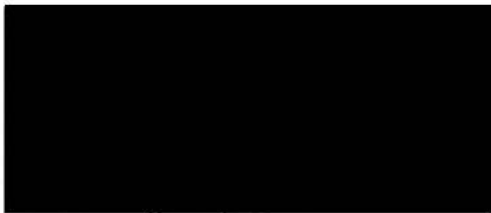
Objet : Réf. : Paspébiac (rang Duret) -- 500448


Bonjour,


Dans la situation actuelle de ce dossier, celui-ci doit être considéré non admissible au PIQM. En effet, pour construire de nouvelles installations d'eau potable et d'eaux usées à l'extérieur du périmètre d'urbanisation, il faut démontrer qu'il y a un problème de santé publique et de salubrité important. Les informations minimales demandées pour justifier la solution collective ne sont pas très coûteuses (environ 3 000 \$) par rapport au projet de 1,6 M\$. Si plus de la moitié des 44 résidences présentent des problèmes de contamination, soit 23 résidences et plus, alors la démonstration sera faite et le projet pourra être admissible au PIQM. Aucun résultat d'analyse des puits individuels n'a été fourni depuis 1985. Idéalement, chaque résident devrait obtenir un résultat d'analyse de l'eau de son puits à chaque année de façon à s'assurer que celle-ci est sécuritaire.



Peut-on suggérer au maire de profiter de l'été pour fournir les informations minimales demandées ? Jusqu'à présent la municipalité n'a pas fait de démonstration sérieuse du problème.

Jean-Pierre Beaumont, ing., directeur
Service des programmes et du suivi des infrastructures-Québec
Direction des infrastructures
Ministère des Affaires municipales et des Régions



----- Réacheminé par Jean-Pierre Beaumont  le 2006-07-04 11:15 -----

 **Simon Bélanger**
2006-07-04 11:12

Pour : Jean-Pierre Beaumont 
cc :
Objet : Réf. : Paspébiac (rang Duret) -- 500448 

Jean-Pierre,

Voici l'état de situation pour le projet du rang Duret.

Mise en contexte

Le rang Duret se situe à l'extérieur du périmètre d'urbanisation de la Ville de Paspébiac.

Le projet de mise en place de conduites d'aqueduc et de collecte des eaux usées vise à desservir 44 résidences. L'estimation des coûts a été révisée en décembre 2005 et ces coûts totalisent 1,6 M\$.

La problématique d'approvisionnement en eau potable par les puits privés et les problèmes de disposition des eaux usées sont décrits principalement par un rapport de visite du MDDEP qui date de 1985 (il n'y a pas eu d'autres analyses de l'eau des puits depuis 1985) et par les informations obtenues d'un sondage (questionnaire d'entrevue) effectué auprès de 37 usagers à l'hiver 2006 (il n'y a pas eu de validation des informations sur le terrain).

Un rapport technique complémentaire du Consultant en date de mars 2006 indique que la mise en place d'installations septiques pour résidences isolées est possible et que cette solution est globalement plus économique. Les coûts totaux d'immobilisation sont de 382 560 \$ pour les installations isolées et la solution en réseau est évaluée à 778 760 \$. De plus, en considérant les coûts d'entretien, les coûts sont de 1 265 \$/usager/an pour les installations isolées et de 1 640 \$/usager/an pour la solution en réseau.

Pour l'eau potable, le rapport de 1985 mentionne des problèmes de contamination bactériologique. Il est probable que plusieurs problèmes de contamination bactériologique des puits pourraient être corrigés par des installations septiques adéquates. Plusieurs cas de contamination pourraient également être réglés par des installations de traitement d'eau potable privées. Notons par ailleurs que le questionnaire d'entrevue de l'hiver 2006 ne rapporte pas de problème de contamination bactériologique de l'eau des puits.

Selon les informations disponibles, il s'avère que la solution "cas par cas" pour chaque propriété serait globalement plus économique que la mise en place de réseaux.

Plusieurs problèmes concernant l'eau potable relèvent de paramètres d'ordre esthétique (dureté, couleur, fer, manganèse) qui ne sont pas réglementés par le RQEP et les informations qui nous sont fournies ne permettent pas de faire un lien entre ces paramètres et l'impact sur la santé. De plus, le manque d'analyses ne permet pas de valider les informations; par exemple : les problèmes avec le fer et le manganèse semblaient nombreux en 1985, par contre, un seul résident a mentionné un problème avec le fer en 2006.

Solutions collectives

Selon les règles et normes du PIQM, il est nécessaire de démontrer des raisons de santé publique ou de salubrité pour justifier la mise en place d'infrastructures d'aqueduc et d'égout à l'extérieur du périmètre d'urbanisation. Les informations fournies par la Ville ne permettent pas de faire cette démonstration. La Ville doit nous fournir les informations minimales suivantes dans le but de montrer que des problèmes de santé publique ou de salubrité affectent la majorité des propriétés concernées par le projet :

- o eaux usées : fournir la photo de chacune des résurgences d'égouts indiquées au rapport d'entrevue de 2006;
- o eau potable : fournir les résultats d'analyses d'eau du puits de chaque propriété à l'état actuel en 2006, indiquant les concentrations des coliformes totaux, des coliformes fécaux ainsi que des contaminants problématiques. Fournir une photo de la tête du puits à chaque propriété. Indiquer la distance entre le puits et l'installation septique.

Notons que la solution proposée pour la collecte des eaux usées en réseau comporte une lacune parce qu'un avis d'infraction a été émis par le MDDEP le 15 septembre 2005 à l'endroit du poste de pompage de la 9e rue sud . Cette situation devra être corrigée par la Ville.

Les coûts de mise en place d'une conduite de distribution d'eau potable seule (sans conduite de collecte des eaux usées) n'ont pas été évalués par le Consultant. De façon préliminaire, nous croyons que ces coûts pourraient être de l'ordre de 1 M\$. Par ailleurs, notre correspondant à la Direction régionale du MDDEP dit que le MDDEP accepte la construction d'une conduite de distribution d'eau potable sans obliger la mise en place d'une conduite de collecte des eaux usées, sous réserve qu'il soit vérifié que la mise en place d'installations septiques conformes au Règlement Q-2,r.8 soit réalisable.

Espérant le tout à votre convenance,

Simon Bélanger, ing.
Direction des infrastructures



Jean-Pierre Beaumont



Affaires municipales
et Régions

Québec

Bonjour,

La ministre a rencontré le maire de Paspébiac. Ce dernier a rejeté catégoriquement toute solution individuelle. Le cabinet nous demande d'envisager une solution collective, quitte à proposer des ajustements à la solution proposée par la municipalité (ex. si le dernier usager est situé à 500 m du précédent, les coûts pour desservir cet usager deviennent exorbitants).

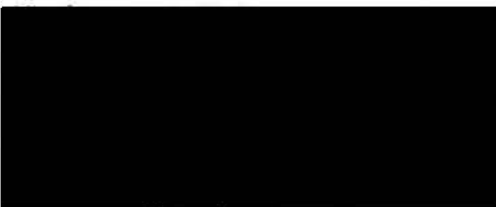
L'estimation de 1,1 M\$ du coût des travaux présentés date de 2002. Une forte augmentation est à prévoir. Y a-t-il toujours 50 personnes à desservir ?

S.V.P. me revenir avec un courriel faisant le point sur la situation et suggérant une approche possible (ex. : fournir le service d'eau potable seulement et le coût approximatif correspondant). Est-ce qu'un service partiel (eau potable seulement) pourrait être accepté par le MDDEP ?

Si possible, un aperçu préliminaire pour mercredi prochain, le 5 juillet 2006 avant 10 h 00.

Merci.

Jean-Pierre Beaumont, ing., directeur
Service des programmes et du suivi des infrastructures-Québec
Direction des infrastructures
Ministère des Affaires municipales et des Régions



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.
Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.



Note à la ministre

OBJET : Programme d'infrastructures Québec-Municipalités – volet 1.1
Municipalité de Paspébiac
Infrastructures d'aqueduc – Rang Duret (500448)
N° dossier : SVEM2006-03359-04

DATE : Le 17 octobre 2006

COMMENTAIRES

CMA :	753 608 \$	Aide :	497 381 \$	Municipalité :	256 227 \$		
Taux accru :			66 %	Aide additionnelle :		120 577 \$	
Travaux conjoints avec le MTQ :							NON
Moyenne		AVANT		APRÈS le projet		Moyenne MRC	
Niveau d'endettement		3,74 %		3,99 %		2,47 %	
Compte de taxes		1 225 \$/usager		1 619 \$/usager		1 127 \$/usager	

RECOMMANDATIONS

Compte tenu qu'il s'agit d'un projet déjà provisionné et des disponibilités budgétaires suffisantes, nous recommandons de signer la lettre de promesse ci-jointe.

Préparée par :

[Signature]

Simon Bélanger, ing.
Service des programmes et du suivi
des infrastructures - Québec

[Signature]

Yvan Dumont, chef d'équipe des
programmes d'infrastructures - Québec

2006-10-20

[Signature]

Jean-Pierre Beaumont, ing., directeur
Service des programmes et du suivi
des infrastructures - Québec

[Signature]

Jacques A. Tremblay
Directeur des infrastructures

06.10.20

[Signature]

Robert Madore, sous-ministre adjoint aux
infrastructures et au financement municipal

[Signature]

Jean-Paul Beaulieu, sous-ministre

06/10/20

DÉCISION	Date
<input type="checkbox"/> Recommandation approuvée par : _____	_____
<input type="checkbox"/> Recommandation refusée par : _____	_____
Suivi : _____	

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

FICHE SYNTHÈSE

Demandeur : Paspébiac (V)
Circonscription provinciale : Bonaventure
Circonscription fédérale : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
MRC : Bonaventure
Population : 3 508

No séquence :
Dossier numéro : 500448
Code géographique : 05032
Date : 2006-10-19

VOLET 1.1 : Infrastructures d'aqueduc et d'égout - Rang Duret

1. DESCRIPTION DU PROJET PRÉSENTÉ

Ce projet concerne la mise en place de conduites de distribution d'eau potable.

2. AVIS SUR LE PROJET PRÉSENTÉ

2.1 Travaux admissibles

- Mise en place de conduites d'aqueduc de 150 mm de diamètre sur une longueur d'environ 1 100 mètres sous la rue Duret et la route Day, entre la conduite du réseau de distribution de la rue Duret et l'intersection de la route Day et du rang Duret.

- Mise en place de conduites d'aqueduc de 150 mm de diamètre sur une longueur d'environ 1 400 mètres sous le rang Duret, entre l'intersection de la route Day et du rang Duret et le numéro civique 118 du rang Duret.

2.2 Travaux non admissibles

Les coûts relatifs aux acquisitions de terrains ne sont pas admissibles (21 731 \$).

2.3 Appréciation du projet soumis

Le rang Duret se situe à l'extérieur du périmètre d'urbanisation de la Ville de Paspébiac. Actuellement, l'approvisionnement en eau potable se fait à chacune des propriétés par l'intermédiaire de puits individuels privés.

À l'été 2006, des échantillons d'eau ont été prélevés et analysés pour 32 puits chez les usagers visés par les travaux. Les résultats indiquent que la qualité de l'eau de 14 puits n'est pas conforme au Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP). De plus, il y a un problème généralisé avec la dureté de l'eau puisque dans la majorité des puits (28 cas sur 32), l'eau a une dureté totale de plus de 200 mg/l de CaCO₃ alors qu'une valeur moindre est recommandée. La dureté de l'eau occasionne des désagréments importants à cause de l'entartrage des canalisations et des équipements de plomberie domestique.

Les conduites de distribution d'eau potable proposées doivent desservir 40 résidences, soit environ 100 personnes. Ce projet vise à corriger une problématique de risques pour la santé.

La Ville de Paspébiac a réalisé des travaux majeurs en 2004 et en 2005 pour la mise aux normes des installations municipales de production d'eau potable, dans le cadre des programmes «Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000» et «Infrastructures-Québec». Le nouveau système d'alimentation en eau a la capacité suffisante pour desservir les usagers additionnels du rang Duret.

Les coûts présentés concernant les infrastructures de protection contre les incendies (86 921 \$) ne sont pas recommandés pour fins d'aide financière parce que celles-ci ne sont liées à la problématique de risques pour la santé.

La réalisation de ce projet rencontre l'objectif du PIQM visant l'amélioration de la qualité de l'eau pour les résidents du rang Duret.

2.4 Emplois permanents créés ou maintenus: 0,00

3. COÛT DU PROJET

3.1 Coût des travaux présentés

Coût direct	706 771 \$
Frais incidents	155 489 \$
Coût total	862 260 \$

3.2 Coût des travaux admissibles

Coût direct	688 958 \$
Frais incidents	151 571 \$
Coût total	840 529 \$

3.3 Coût des travaux non admissibles

Coût direct	17 813 \$
Frais incidents	3 918 \$
Coût total	21 731 \$

3.4 Partage des coûts proposé par le requérant:

	PIQM	100 Millions	Financement supplémentaire	Total
Requérant	155 207 \$	0 \$	0 \$	155 207 \$
Gouv. Québec	707 053 \$	0 \$		707 053 \$
Privé			0 \$	0 \$
Autres			0 \$	0 \$
Total	862 260 \$	0 \$	0 \$	862 260 \$

3.5 Partage des coûts proposé par le ministère:

	PIQM	100 Millions	Financement supplémentaire	Total	%
Requérant	256 227 \$	0 \$	86 921 \$	343 148 \$	41%
Gouv. Québec	497 381 \$	0 \$		497 381 \$	59%
Privé			0 \$	0 \$	
Autres			0 \$	0 \$	
Total	753 608 \$	0 \$	86 921 \$	840 529 \$	

Commentaires:

Les coûts sont basés sur l'estimation de Roche ltée en date du 16 octobre 2006.

Les coûts relatifs aux acquisitions de terrains au montant de 21 731 \$ ne sont pas admissibles.

Les coûts présentés concernant les infrastructures de protection contre les incendies, au montant de 86 921 \$, ne sont pas recommandés pour fins d'aide financière.

4. ÉCHÉANCIER DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Début des travaux: 2006-11-01

Fin des travaux: 2007-10-30

5. REMARQUES

Travaux en régie
Résolution ou règlement décrétant les travaux
Plans et devis complétés
Autorisé par le MDDEP
Règlement d'emprunt
Soumission préparée
Soumissionnaire retenu
Attestation d'investissement additionnel
Mesures d'économie de l'eau
Regroupement effectué
Processus de regroupement

6. OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

Aucune

7. RECOMMANDATION

Compte tenu des règles, des normes, des objectifs et des critères du programme, nous recommandons l'admissibilité de ce projet selon l'avis exprimé au point 2 de la présente fiche synthèse.

Produit par:

Simon Bélanger, ing.

Révisé par:

Yvan Dumont, ing., chef d'équipe -
programmes

Visé par:

Jean-Pierre Beaumont, ing.
Directeur du SPSI-Qc

Jacques A. Tremblay
Directeur des infrastructures

Note à la ministre

OBJET : Programme d'infrastructures Québec-Municipalités – volet 1.1
Municipalité de Paspébiac
Infrastructures d'aqueduc – Rang Duret (500448)
N° dossier : SVEM2006-03359-04

DATE : Le 20 décembre 2006

COMMENTAIRES

CMA :	753 608 \$	Aide :	565 206 \$	Municipalité :	188 402 \$	
Taux accru :			75 %	Aide additionnelle :		188 402 \$


Travaux conjoints avec le MTQ : NON


Moyenne	AVANT	APRÈS le projet	Moyenne MRC
Niveau d'endettement	3,74 %	3,93 %	2,47 %
Compte de taxes	1 225 \$/usager	1 515 \$/usager	1 127 \$/usager


RECOMMANDATIONS


Compte tenu qu'il s'agit d'un projet déjà provisionné et des disponibilités budgétaires suffisantes, nous recommandons de signer la lettre de promesse ci-jointe.

Préparée par :


Jean-Pierre Beaumont, ing., directeur
Service des programmes et du suivi
des infrastructures - Québec


Jacques A. Tremblay
Directeur des infrastructures


Robert Sauvé, sous-ministre associé aux
affaires régionales et municipales


Jean-Paul Beaulieu, sous-ministre
070112

DÉCISION	Date
<input type="checkbox"/> Recommandation approuvée par : _____	_____
<input type="checkbox"/> Recommandation refusée par : _____	_____
Suivi : _____	

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

FICHE SYNTHÈSE

Demandeur : Paspébiac (V)
Circonscription provinciale : Bonaventure
Circonscription fédérale : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
MRC : Bonaventure
Population : 3 508

No séquence :
Dossier numéro : 500448
Code géographique : 05032
Date : 2006-12-20

VOLET 1.1 : Infrastructures d'aqueduc et d'égout - Rang Duret

1. DESCRIPTION DU PROJET PRÉSENTÉ

Ce projet concerne la mise en place de conduites de distribution d'eau potable.

2. AVIS SUR LE PROJET PRÉSENTÉ

2.1 Travaux admissibles

- Mise en place de conduites d'aqueduc de 150 mm de diamètre sur une longueur d'environ 1 100 mètres sous la rue Duret et la route Day, entre la conduite du réseau de distribution de la rue Duret et l'intersection de la route Day et du rang Duret.

- Mise en place de conduites d'aqueduc de 150 mm de diamètre sur une longueur d'environ 1 400 mètres sous le rang Duret, entre l'intersection de la route Day et du rang Duret et le numéro civique 118 du rang Duret.

2.2 Travaux non admissibles

Les coûts relatifs aux acquisitions de terrains ne sont pas admissibles (21 731 \$).

2.3 Appréciation du projet soumis

Le rang Duret se situe à l'extérieur du périmètre d'urbanisation de la Ville de Paspébiac. Actuellement, l'approvisionnement en eau potable se fait à chacune des propriétés par l'intermédiaire de puits individuels privés.

À l'été 2006, des échantillons d'eau ont été prélevés et analysés pour 32 puits chez les usagers visés par les travaux. Les résultats indiquent que la qualité de l'eau de 14 puits n'est pas conforme au Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP). De plus, il y a un problème généralisé avec la dureté de l'eau puisque dans la majorité des puits (28 cas sur 32), l'eau a une dureté totale de plus de 200 mg/l de CaCO₃ alors qu'une valeur moindre est recommandée. La dureté de l'eau occasionne des désagréments importants à cause de l'entartrage des canalisations et des équipements de plomberie domestique.

Les conduites de distribution d'eau potable proposées doivent desservir 40 résidences, soit environ 100 personnes. Ce projet vise à corriger une problématique de risques pour la santé.

La Ville de Paspébiac a réalisé des travaux majeurs en 2004 et en 2005 pour la mise aux normes des installations municipales de production d'eau potable, dans le cadre des programmes «Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000» et «Infrastructures-Québec». Le nouveau système d'alimentation en eau a la capacité suffisante pour desservir les usagers additionnels du rang Duret.

Les coûts présentés concernant les infrastructures de protection contre les incendies (86 921 \$) ne sont pas recommandés pour fins d'aide financière parce que celles-ci ne sont

pas liées à la problématique de risques pour la santé.

La réalisation de ce projet rencontre l'objectif du PIQM visant l'amélioration de la qualité de l'eau pour les résidents du rang Duret.

2.4 Emplois permanents créés ou maintenus: 0,00

3. COÛT DU PROJET

3.1 Coût des travaux présentés

Coût direct	706 771 \$
Frais incidents	155 489 \$
Coût total	862 260 \$

3.2 Coût des travaux admissibles

Coût direct	688 958 \$
Frais incidents	151 571 \$
Coût total	840 529 \$

3.3 Coût des travaux non admissibles

Coût direct	17 813 \$
Frais incidents	3 918 \$
Coût total	21 731 \$

3.4 Partage des coûts proposé par le requérant:

	PIQM	100 Millions	Financement supplémentaire	Total
Requérant	155 207 \$	0 \$	0 \$	155 207 \$
Gouv. Québec	707 053 \$	0 \$		707 053 \$
Privé			0 \$	0 \$
Autres			0 \$	0 \$
Total	862 260 \$	0 \$	0 \$	862 260 \$

3.5 Partage des coûts proposé par le ministère:

	PIQM	100 Millions	Financement supplémentaire	Total	%
Requérant	188 402 \$	0 \$	86 921 \$	275 323 \$	33%
Gouv. Québec	565 206 \$	0 \$		565 206 \$	67%
Privé			0 \$	0 \$	
Autres			0 \$	0 \$	
Total	753 608 \$	0 \$	86 921 \$	840 529 \$	

Commentaires:

Les coûts sont basés sur l'estimation de Roche ltée en date du 16 octobre 2006.

Les coûts relatifs aux acquisitions de terrains au montant de 21 731 \$ ne sont pas admissibles.

Les coûts présentés concernant les infrastructures de protection contre les incendies, au montant de 86 921 \$, ne sont pas recommandés pour fins d'aide financière.

4. ÉCHÉANCIER DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Début des travaux: 2006-11-01 Fin des travaux: 2007-10-30

5. REMARQUES

Travaux en régie
Résolution ou règlement décrétant les travaux
Plans et devis complétés
Autorisé par le MDDEP
Règlement d'emprunt
Soumission préparée
Soumissionnaire retenu
Attestation d'investissement additionnel
Mesures d'économie de l'eau
Regroupement effectué
Processus de regroupement

6. OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

Aucune

7. RECOMMANDATION

Compte tenu des règles, des normes, des objectifs et des critères du programme, nous recommandons l'admissibilité de ce projet selon l'avis exprimé au point 2 de la présente fiche synthèse.

Produit par: _____

Révisé par: _____



2006-12-20

Jean-Pierre Beaumont, ing.
Directeur du SPSI-Qc

Visé par



07.01.10

Jacques A. Tremblay
Directeur des infrastructures

S U E M 2006 - 03359



Gouvernement du Québec
Députée de Bonaventure
Ministre des Affaires municipales et des Régions
Ministre responsable de la région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

Québec, le 12 janvier 2007

Monsieur Gino Lebrasseur, maire
Ville de Paspébiac
[REDACTED]

Monsieur le Maire, *Gino*

J'ai le plaisir de vous informer que le projet de mise en place d'infrastructures d'aqueduc dans le rang Duret est admissible à une aide financière de 565 206 \$ s'appliquant à un coût maximal admissible de 753 608 \$ dans le cadre du sous-volet 1.1 du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités.

Un protocole d'entente établissant les travaux et les coûts admissibles à l'aide financière ainsi que les modalités du versement de cette dernière vous sera transmis prochainement.

En ce qui a trait à l'annonce publique, elle sera faite ultérieurement par le gouvernement du Québec en concertation avec la municipalité.

Je suis assurée que la réalisation de ce projet contribuera à l'atteinte des objectifs du programme qui sont d'améliorer les infrastructures, la qualité de l'environnement et la qualité de vie des Québécois et des Québécoises.

Si vous désirez obtenir des renseignements supplémentaires, je vous invite à communiquer avec la Direction des infrastructures au [REDACTED]

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La ministre,

[REDACTED]
Nathalie Normandeau
NATHALIE NORMANDEAU